

SIE NOUVELLES

Editorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

Novembre a été un mois de grandes festivités pour l'équipe de SIE AFRIQUE. Les excellentes qualités organisatrices de la Société sud-africaine pour les informations géospatiales (GISSA) se sont confirmées grâce au succès éclatant de la Conférence biennale SIG AFRIQUE, organisé à Tshwane en début du mois. Nos félicitations à la communauté SIG sud-africaine pour leur participation et leur soutien à la plus grande conférence et exhibition SIG sur le continent africain. Vous trouverez un rapport détaillé sur la conférence dans ce bulletin (*pages 1 et 13*).

Ouagadougou a été désigné comme organisatrice de la conférence SIG AFRIQUE 2007. Nous tenons à féliciter le Burkina Faso pour cette réussite !

Par ailleurs, SIE AFRIQUE a tenu son assemblée générale annuelle le 3 novembre. A cette occasion, nous avons élu quatre nouveaux membres du comité d'administration. Le docteur Wilbur Ottichilo a été élu le nouveau président du conseil d'administration.

Sur un ton moins optimiste, nous regrettons de vous informer que nous avons publié dans la dernière édition de SIE NOUVELLES des offres d'emploi de l'OMS qui, à notre insu, étaient du spam.

Rapport sur la Conférence SIG Afrique 2005

En tant qu'abonné à ce bulletin, vous savez sans doute que depuis quelque temps nous avons fait de la publicité pour la Conférence SIG AFRIQUE dans ces pages. Ainsi, plus tôt ce mois-ci, la Société sud-africaine pour l'information géographique (GISSA) a organisé les 7^{ème} conférence et exposition SIG AFRIQUE au Centre des conventions du CSIR, à Tshwane (Pretoria). L'événement peut être qualifié d'un très grand succès.

Jamais le Centre des conventions n'avait accueilli un événement aussi important que SIG AFRIQUE 2005. De même, les hôtes se sont très bien acquittés de leurs responsabilités, plaçant par la même la barre très haut pour les autres conférences à suivre.

Cela m'amène à me poser la question : comment réellement mesurer le succès d'une conférence ? La réponse la plus simple est d'examiner les chiffres. Ils sont éloquentes : ont assisté à la Conférence un peu plus de 800 participants venus de 42 pays au total, 54 exposants venus de 9 pays différents, il

Nous nous sommes aperçus trop tard que cette annonce, qui nous a été envoyé par l'un des abonnés réguliers à SIE AFRIQUE depuis le Nigeria, était fausse. Nous avons pris les démarches nécessaires pour dénoncer cette personne auprès des autorités compétentes.

SIE AFRIQUE s'excuse auprès de ces aimables lecteurs et vous assure que nous resterons extrêmement vigilants pour éviter de tels accidents à l'avenir.

Veillez noter que ce bulletin SIE est le dernier de l'année 2005. Comme vous ne manquerez pas de le constater, il est une fois de plus bourré d'informations très intéressantes.

Nous vous remercions à toutes et à tous pour votre soutien loyal et vous souhaitons une saison de fêtes paisible ainsi qu'une très bonne nouvelle année.

SIE AFRIQUE sera de retour en 2006, encore meilleure et plus grande ☺.

Bien à vous,

Sives Govender

y avait 182 exposés (y compris les discours programmes), 5 tours techniques présentés par des agences d'information géographique, 4 réunions d'affaires (y compris des assemblées générales annuelles), 30 ateliers, ainsi qu'une quarantaine d'exposés de posters.

Sur tous les points, SIG AFRIQUE 2005 a été un succès. Les chiffres dépassent de loin ceux des conférences passées.

Mais plus important encore : il y avait une telle diversité et richesse dans toutes les présentations que tous pouvaient y trouver leur compte. Le zone des exposants a mis en avant les produits les meilleurs et les plus innovateurs dans notre industrie à l'heure actuelle. Les principaux intervenants étaient tous des personnages de premier plan du secteur, ou encore des décideurs géo-informatiques haut placés dans le gouvernement sud-africain. La conférence a été une véritable ruée d'activités, donnant lieu à la conclusion de bien des contrats, des marchés ou encore des partenariats au cours de la semaine.

Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI) de Tunis

Dans son interlocution du 16 novembre 2005 lors du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) de Tunis, le président Obasanjo du Nigeria, qui pour l'instant exerce la présidence de l'Union africaine et du Comité de mise en application des chefs d'état et de gouvernement (HSGIC) du Nepad, a exprimé l'opinion que tous présents ont démontré l'engagement à surmonter les défis de la division numérique.

« Nous espérons que l'acquis de ce sommet sera mis en application pleinement pour ainsi faire face aux défis de l'accessibilité des TIC (Technologies de l'information et de la communication), transformer la division numérique en occasions numériques, et créer des liens numériques productifs et sérieux », a fait savoir le président.

« Nous Africains, nous saisissons ces occasions pour transformer nos communautés aux niveaux international, régional et national. Mais nous devons mettre en place de mécanismes d'évaluation et de surveillance en continu des progrès réalisés pour nous assurer de la mise en place par toutes les parties des obligations qui naissent de nos décisions. »

Le président Obasanjo a également fait remarquer que « l'Afrique reste entièrement engagé vis-à-vis du Fonds mondial pour la solidarité numérique (FSN). Il s'agit d'un engagement volontaire complémentaire pris par les partenaires et qui ne saurait pas entrer concurrence avec les mécanismes de financement existant.

« Nous sommes convaincus que le Fonds fera, entre autres, des contributions significatives vers la résolution des problèmes d'exclusion de la révolution numérique auxquels les communautés rurales et locales se voient confrontées.

« Le Fonds commencera bientôt à financer la mise en place de projets en Afrique, en Amérique latine, aux Caraïbes, selon ses principes directeurs. »

Le président Obasanjo a signalé qu'au cours de l'inauguration du FSN il a promis de contribuer 500.000 EUR pour la part du Nigeria ainsi que d'apporter un soutien logistique et administratif au Fonds.

« Je souhaite saisir cette occasion pour annoncer que le Nigeria a d'ores et déjà rempli ces promesses faites envers du FSN. Par ailleurs, j'ai fait une offre, qui a été acceptée, d'accueillir le Bureau régional africain du FSN à Abuja.

« Voilà pourquoi il m'est un honneur et un privilège exceptionnel d'annoncer que le Bureau régional africain du FSN sera mis en place avant la fin de l'année. J'espère que les leaders d'autres régions en voie de développement en Asie, en Amérique latine, aux Caraïbes comme au Moyen Orient feront des offres similaires permettant aux bureaux régionaux d'être mis en place dans leurs régions respectives. »

Le président a exprimé le souhait que le Sommet de Tunis aille s'efforcer de donner de l'espoir aux communautés les plus démunies au niveau de la révolution numérique.

« Tant les pays développés que ceux qui sont en voie de développement devront remplir leurs parties du contrat pour rendre le monde plus sûr et plus sauf », a-t-il dit.

Une manière d'y parvenir est d'aider les pays en voie de développement par le biais de financements, d'expertises techniques et d'investissements ainsi que par l'annulation de la dette extérieure. Quant aux pays en voie de développement, ils devront créer un environnement propice aux investissements étrangers et mettre en place une culture de démocratie, de bonne gouvernance, de transparence, de respect des lois. L'information et les technologies de communication sont indispensables à la réalisation de ces objectifs louables.

Aujourd'hui, les avantages des TIC se répartissent encore de façon très inégale entre les pauvres et les riches, entre les pays développés et les pays en voie de développement, entre les résidents ruraux et urbains. On a fait des progrès importants, mais beaucoup reste à faire pour réduire la division numérique.

Nous devons faire des efforts tout particuliers pour augmenter les capacités de la majorité des citoyens dans une société d'information en évolution. De même, nous devrions, aux niveaux national, régional et international, mettre en place les outils d'évaluation et de surveillance de la mise en application des engagements pris envers le processus SMSI.

La situation actuelle où le monde développé, qui ne compte que 15% de la population mondiale mais qui accumule plus de 75% des utilisateurs Internet, n'est pas acceptable.

Les conséquences et les coûts de la division numérique ne favorisent en rien la paix, la sécurité ni encore le développement du monde.

Le monde est menacé par le terrorisme. Comment pourrions-nous réussir à gagner la guerre contre le terrorisme si la majorité de la population mondiale n'a pas accès aux TIC, qui pourtant sont indispensables au reportage comme à la surveillance d'activités suspectes ? Nous devons absolument réduire l'écart si nous souhaitons gagner cette lutte.

« En dépit d'un nombre important de défis auxquels notre continent se voit confronté – surtout en matière de conflits armés qui sapent nos énergies et nos ressources – de sérieux efforts ont été faits pour transformer les TIC en moteurs de développement. Depuis la première phase du Sommet de Genève en 2003, nous avons fait des efforts concertés pour intégrer nos plans et nos programmes nationaux et régionaux, assurant ainsi que les bénéfices des TIC reviennent directement à nos concitoyens. Cette volonté a servi de principe directeur aux délégations africaines lors des travaux préparatoires de ce Sommet. »

Enfin, le président Obasanjo a voulu souligner l'importance capitale de l'éducation dans l'accroissement des capacités.

« En reconnaissance de ce fait, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) de l'Union africaine a mis en place un programme d'apprentissage scolaire électronique dont le but est d'informatiser environ 600.000 écoles secondaires à travers tout le continent. »

Source : *NEPAD Dialogue*, édition 117

Atelier sur l'Information Géographique pour les Villes Durables

Les Etats-Unis ont pris l'engagement de soutenir les technologies de l'information et de la communications (TIC) en tant qu'outils de développement. Par exemple, les Etats-Unis sont en train de mettre sur pied un partenariat entre les secteurs public et privé dont l'objectif sera d'encourager l'utilisation des technologies de l'information géospatiales pour résoudre des problèmes d'ordre urbains. Le partenariat soutient le développement d'un site Internet pourvu d'outils disponibles en ligne ainsi que d'un atelier d'apprentissage intitulé *Information géographique pour les villes durables*. Cet atelier, qui a une durée de 5 jours, a pour cible les urbanistes, les experts de l'information géographique et les décideurs des villes moyennes à croissance très rapide situées en Amérique du Nord ou au Moyen-Orient. L'atelier est parrainé par le gouvernement américain, l'Association internationale pour la gestion des villes et des contés (ICMA), l'Institut pour la recherche sur les systèmes environnementaux (ESRI), et Trimble Navigation Ltd.

L'atelier a été conçu de telle manière qu'il encourage les urbanistes à intégrer dans leur panoplie d'outils des éléments de technologies d'information géospatiale afin d'améliorer leur capacités de gestion des demandes de populations urbaines à forte croissance (c.-à-d. eau potable, installations sanitaires, élimination des déchets, infrastructures, sécurité publique, transports, énergie, services d'urgences), qui ont tous un impact direct sur la qualité de vie en milieu urbain. La participation à l'atelier se fait sur invitation uniquement. Les villes invitées devront envoyer deux représentants chacune :

l'un jouant de pouvoirs de prise de décision et l'autre ayant des compétences techniques et informatiques.

Les participants prendront part à des sessions conçues, premièrement, dans l'intention de démontrer comment les outils géospatiaux ont été mis au profit pour résoudre des problèmes

urbains au sein de villes à forte croissance situées à la fois à l'intérieure comme à l'extérieure des régions originaires des participants et, deuxièmement, comment les participants peuvent profiter de ces connaissances chez eux. Les professionnels techniques de chaque ville seront également formés à l'emploi des Systèmes d'information géographiques (SIG) comme au Système mondial de localisation (GPS).

L'atelier aura lieu au printemps (hémisphère nord) 2006 dans une ville dans chaque région respective.

Si votre ville s'intéresse à l'atelier et aimerait en savoir plus des ressources disponibles dans ce domaine, nous vous invitons à visiter le site Internet suivant : <http://icma.org/InternationalGIS>. Ce site sera activé au mois de décembre 2005.

Soumis par **Fernando Echavarría**
Département américain des affaires étrangères

Les images de satellite téléchargeables au service des opérations humanitaires dans la zone pakistanaise touchée par le tremblement de terre

Pour soutenir l'action des agences humanitaires et des secouristes, l'ITC a produit 49 cartes à l'échelle 1:50.000 de toute la zone pakistanaise affectée par le tremblement de terre. Une fois que vous vous inscririez sur leur site Internet, vous pourrez télécharger ces cartes à partir de : <http://www.itc.nl/unu/dgim/diag/pakistan.asp>.

Les cartes sont basées sur des images satellites à une résolution de 15 mètres. Elles montrent la couverture des sols, le relief

(montagnes, collines, ombres), les routes principales, les rivières, les courbes de niveau (200 mètres) ainsi que les noms des villages. Les cartes couvrent une zone d'environ 30.000 km² au total, soit un rayon d'à peu près 100 kilomètres autour de l'épicentre de la secousse. Toutes les images ont été orthocorrigées. Les cartes qui en résultent sont pourvues de coordonnées ; ainsi peuvent-elles être employées en combinaison avec un appareil GPS.

Les fichiers sont disponibles sous format .pdf (25 Mo chacun). Les cartes peuvent s'imprimer sur du papier ISO A1, chacune représentant une superficie d'environ 23 par 27 kilomètres.

Soumis par *Janneke Kalf*

11^{ème} Conférence mondiale sur les lacs (31 octobre au 4 novembre 2005), Nairobi

Nairobi, 5 novembre 2005 : journée historique pour le Kenya, qui s'est vu décerner l'honneur d'être le premier pays africain à recevoir la Conférence mondiale des lacs. L'événement a été conjointement organisé par le Ministère kenyan des eaux et de l'irrigation et par le Comité international des environnements des lacs (ILEC), basé au Japon.

Ont participé à la Conférence de nombreux ministères africains responsable de l'eau ainsi que plus de 700 scientifiques et d'experts internationaux en matière de gestion des ressources en eau. Le thème de la Conférence a été : « La gestion des lacs en vue de leur utilisation durable : des expériences internationales aux problèmes africaines. »

L'objectif principal de la conférence a été de rassembler de divers groupes d'individus et d'organisations responsables des lacs et d'échanger des connaissances et des expériences en matière de la gestion des bassins de lacs en général, et particulièrement des bassins africains.

A cette occasion, Klaus Topfer, le directeur exécutif du PNUF, a déclaré que : « Cette Conférence mondiale des lacs, la première à se tenir sur sol africain, représente un pas significatif pour la communauté internationale quant à ses efforts de s'engager sur une voie de développement durable. Elle renforce les engagements pris par les 170 chefs d'Etat et de gouvernements au Sommet millénaire 2000, puis renouvelés en septembre 2005 au Sommet mondial de New York. Par là ils reconnaissent le besoin d'une prise de conscience du problème au plus haut niveau, et qu'il faut augmenter de façon significative les ressources nécessaires à l'accomplissement des Objectifs de développement millénaires (ODM) relatifs à l'eau ainsi que des objectifs de Gestion intégrée des ressources en eau (IWRM) de 2005. Tout ceci constitue une reconnaissance sans équivoque que l'eau est à la base de tous les autres ODM. »

Un dialogue ministériel sur la question de la « Gestion des bassins de lacs en vue de leur utilisation durable : des expériences internationales aux problèmes africains » a été tenu conjointement avec la 11^{ème} Conférence mondiale sur les lacs à Nairobi, du 31 octobre au 4 novembre 2005, sous la présidence du ministre kenyan des affaires de l'eau et de l'irrigation, Mme Martha Karua.

D'après le général Jeje Odongo, ministre d'Etat pour l'environnement de l'Ouganda (représentant du président de l'AMCOW), « le dialogue ministériel a mis en relief l'importance que revêtent les principes de la Vision mondiale des lacs (lancée à Kyoto en 2003 lors du 3^{ème} Forum mondial de l'eau) et les recommandations du Rapport sur l'Initiative pour la gestion des bassins de lacs

(LBMI) intitulé : « Gérer les lacs et leurs bassins en vue de leur utilisation durable : rapport à l'intention des gestionnaires des lacs et des partenaires » (publiées lors de la 11^{ème} Conférence mondiale sur les lacs et des débats de cette conférence) dans les processus mis en application pour assurer un accès équitable aux ressources en eau, obtenir la sécurité alimentaire, lutter contre la pauvreté et promouvoir le développement économique en Afrique.

Le Dialogue ministériel reconnaît :

que les lacs, tant naturels qu'artificiels, sont des éléments essentiels au système global des ressources en eau ;

que les lacs ainsi que les bassins de lacs fournissent un soutien important aux moyens d'existence et de développement économique durable et qu'ils constituent des habitats naturels de toute première importance à la biodiversité planétaire, tout en étant au service des valeurs religieuses et culturelles ;

que les lacs transfrontaliers créent des occasions d'intégration et de coopération régionale ;

que les lacs et leurs bassins divers sont fragiles et constituent des écosystèmes complexes sujets à des menaces sérieuses ;

que les lacs présentent des caractéristiques uniques qui souvent nécessitent des pratiques de gestion particulières ;

le rôle informatif important que joue la science dans les processus de définition des politiques et de prise de décisions ;

le rôle essentiel de la planification et du soutien financier durable à la gestion efficace des bassins de lacs.

Le Dialogue ministériel confirme :

• que la gestion des bassins de lacs est essentielle au développement durable comme à la croissance économique responsable ;

• le rôle important que jouent les lacs et les réservoirs dans la gestion intégrée des ressources en eau ;

• l'importance à la fois des investissements et des bonnes pratiques

de gouvernement à la gestion comme au développement durables ;

• le besoin de développer des institutions et des structures de gestion durable aux niveaux local, national et transfrontalier ;

• l'importance de politiques saines à la promotion d'une gestion durable ;

• le rôle essentiel de tous les partenaires, y compris du secteur privé, dans les processus de planification et de prise de décision relatifs aux bassins de lacs ;

• la nécessité d'intégrer les questions relatives à l'égalité entre les sexes dans la gestion intégrée des ressources en eau ;

• la gestion coopérative des bassins de lacs transfrontaliers ;

• l'utilisation des connaissances à la fois scientifiques et locales comme soutien à la prise de décision au niveau exécutif ;

• la nécessité d'une bonne planification et de la mobilisation de financements durables à la gestion des bassins de lacs

La Résolution ministérielle souhaite transformer la gestion intégrée des bassins de lacs en partie intégrante à long terme :

• des priorités des gouvernements et des administrations publiques ;

• des processus de planification et de financement ;

• de la gestion intégrée des ressources en eau ;

• des programmes de conservation de l'habitat et de la biodiversité ;

• des programmes de développement économique.

Le Dialogue ministériel a recommandé :

• le renforcement des capacités locales afin de permettre une gestion durable des bassins de lacs ;

• l'établissement d'un centre d'excellence africain chargé d'encourager l'émergence d'une nouvelle génération de planificateurs et de gestionnaires de l'eau et de l'environnement ayant des compétences en matière des sciences des lacs, de la limnologie et des sciences aquatiques et environnementales ;

• que les Nations unies considèrent l'établissement d'une Année internationale des lacs ;

• la mobilisation des capitaux dont l'IWRM a besoin pour remplir les ODM.

Projet START UCAD-MSU

L'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (UCAD) vient d'initier conjointement avec le Centre pour les échanges mondiales et l'observation terrestre de l'Université de l'Etat de Michigan (MSU, USA) un projet sur « **La synthèse des connaissances obtenues sur les effets à long terme des changements environnementaux en Afrique de l'Ouest.** » Ce projet, financé par le programme START (Système d'analyse, de recherches et de formation), a pour objectif l'identification des facteurs à la base des principaux processus environnementaux en Afrique de l'Ouest, et plus particulièrement la dégradation des ressources forestières, des ressources en eau, de la biodiversité, le tout dans le contexte des changements climatiques mondiaux.

La synthèse des connaissances acquises sera examinée durant un atelier multidisciplinaire interinstitutionnel organisé à Dakar du 17 au 19 août 2005 au profit de participants venus de plusieurs pays ouest-africains. Les rapports de l'atelier

seront utilisés pour développer des programmes de recherche prenant en compte les besoins d'augmentation des capacités dans le domaine de la télédétection et des applications aux études environnementales dans la région ouest-africaine. Cela cadre parfaitement avec les besoins en information du NEPAD en matière de problèmes environnementaux transfrontaliers tout en complétant les initiatives mises en place dans d'autres sous-régions africaines dans l'objectif de créer des réseaux tels que OSFAC (Observation par satellite des forêts de l'Afrique centrale) ou encore SAFNET (Réseau anti-incendie sud-africain). L'atelier profitera de l'occasion pour mettre en place un « **Réseau ouest-africain de recherches sur la télédétection et les changements climatiques au niveau mondial.** »

L'approche méthodologique s'est fondé sur un processus itératif et participatif qui implique plusieurs partenaires dans les pays concernés. Un questionnaire a été préparé pour

recueillir les informations sur une série de thèmes à étudier, les problèmes environnementaux ainsi que sur les contraintes de recherche auxquels les chercheurs doivent faire face pour pouvoir répondre aux décideurs politiques et autres. La compilation des réponses reçues a permis la création de **Groupes de travail thématiques** dont les rapports seront étudiés au sein des **Commissions techniques** au cours de l'atelier.

L'Université de l'Etat de Michigan (MSU) souhaite soutenir les initiatives du Réseau par des échanges de personnel scientifique (renforcement des capacités) et par la mise à disposition de bases de données (en particulier les images Landsat) dans l'objectif de créer des programmes de recherches.

Soumis par Souleye Wade

Pour de plus amples renseignements et les résolutions, voir <http://www.eis-africa.org>.

L'IRM à SIG AFRIQUE 2005

L'Institut pour les ressources mondiales (IRM), l'un des parrains de la Conférence SIG AFRIQUE 2005, a eu l'honneur de participer à toutes les 7 conférences SIG AFRIQUE. L'IRM partageait un stand avec SIE Afrique à la conférence, a fait des exposés, présidait à des comités, était présent à la réunion du conseil d'administration de SIE Afrique et a distribué des centaines de copies de rapports et de brochures. Janet

Nackoney a fait un exposé sur le travail de l'IRM relatif : à la distribution spatiale des services rendus aux écosystèmes ; à la pauvreté au Kenya.

Nous sommes de l'avis que SIG AFRIQUE est une façon très apte, voire fondamentale pour le partage des idées, des priorités et pour nouer des liens avec de nouvelles connaissances et amis employés dans les organisations

et les pays africains. L'IRM reconnaît l'importance et l'effet de la conférence au fil des années. Nous attendons donc avec impatience SIG AFRIQUE 2007 au Burkina Faso.

*Soumis par Carolina de Rosas,
L'Institut pour les ressources mondiales, USA*

Les délégués africains vantent les succès des TIC

Plusieurs délégations africaines présentes au Sommet mondiale sur la société de l'information (SMSI) de Tunis ont commencé à esquisser les premières étapes vers la mise au profit du développement de leurs pays respectifs les Technologies de l'information et de la communication (TIC).

Ainsi, les représentants des gouvernements et des organisations civiles du Mozambique, du Rwanda, du Mali, de la Tanzanie et du Soudan ont tous fait remarquer que les TIC contribuaient à l'élargissement des horizons économiques et autres de leurs citoyens.

Pour sa part, Augusto Nune Junior, conseiller chargé des infrastructures et des applications auprès du Comité mozambicain pour les TIC, a fait savoir que son pays vient d'avoir lancé un projet de gouvernance électronique.

« Notre vision de la gouvernance électronique est qu'il s'agit une façon de fournir des services aux citoyens à un niveau qui leur convient au mieux. Voilà pourquoi nous avons débuté un projet TIC – le Réseau électronique gouvernementale – qui a un impact direct sur les citoyens. », a-t-il fait remarquer.

Ainsi, dès le mois de mars 2005, quelque 500 ordinateurs répartis dans 15 ministères mozambicains ont été reliés via l'Internet, le courrier électronique et les services de portails gouvernementaux. Les fonctionnaires, y compris les ministres, sont en train d'être formés aux notions de l'informatique.

Le Mozambique projette d'étendre ces services Internet à tous les ministères comme aux autorités provinciales du pays. D'après Junior le gouvernement a établi un système SISTAE électronique qui lui permettra de transmettre toutes les informations budgétaires depuis le ministère de la planification vers les autres ministères.

On est également en train d'étendre le système pour pouvoir le mettre au service du mécanisme d'Etat de perception d'impôts.

Quant au Rwanda, ce sont les départements de la santé, de l'éducation et de la gouvernance parlementaire qui sont les bénéficiaires de divers projets TIC mis en application dans ce pays.

D'après Lydie Kalisa, une analyste supérieure employée par On the Frontier (OTF), un cabinet-conseil au service du gouvernement rwandais, grâce au projet de santé électronique, certains patients à Kigali ont pu accéder aux services de conseil ainsi qu'aux traitements médicaux en Belgique sans jamais quitter le pays. Elle ajoute que ce système permet de sauver du temps, de l'argent ainsi que des vies qui autrement auraient été gâchés à cause des barrières géographiques et logistiques entre les hôpitaux et les patients.

Autre exemple d'application pratique : les maisons des membres du parlement rwandais sont désormais équipées de dispositifs électroniques qui leur permettent de voter rapidement et efficacement depuis chez eux tout en gardant le secret du vote. En même temps, ce processus facilite le décompte des votes parlementaires.

Par ailleurs, le Rwanda est en train de mettre au point une initiative qui encouragera l'utilisation d'ordinateurs dans les écoles primaires et secondaires. On assemble à l'heure actuelle des ordinateurs au Rwanda pour les distribuer dans les écoles, permettant ainsi aux enfants de développer des notions en informatique dès un âge très jeune. Selon Kalisa, 35 pour cent des enseignants du pays ont des notions d'informatique.

Enfin, l'Université virtuelle rwandaise a déjà permis à un certain nombre de ressortissants nationaux d'obtenir des diplômes supérieurs internationaux sans quitter le pays.

Quant au Soudan, la stratégie électronique de ce pays date de juillet 2001. Au total 16 des 26 états du pays sont désormais branchés à l'Internet On s'attend à ce que les dix autres seront connectés l'année prochaine.

D'après Ahmed Abdulgadir Salih, le directeur général du Centre national d'information, le gouvernement transmet électroniquement à des fonctionnaires des programmes d'augmentation de capacité. Ainsi les fonctionnaires employés dans 27 ministères ont déjà été formés aux principes de base de l'informatique.

Pour assurer la durabilité de cette initiative, une organisation non-gouvernementale présente actuellement des programmes de formation aux secteurs public et privé.

Le Mali – autre exemple d'un pays qui a fait bien des progrès dans ce secteur – a fini de relier les 27 ministères du pays au réseau électronique national.

Toure Aissata Hamata, un officier de l'Agence malienne des technologies de l'information et de la communication, dit que cette évolution a économisé du temps et de l'argent à l'administration.

Enfin, la Tanzanie se félicite de plusieurs succès notables obtenus en matière d'applications TIC. Fort d'une politique TIC bien ancrée, ce pays a vu une croissance dans le nombre de télécentres communaux, de téléphones mobiles, d'opérations de gouvernance électronique à travers tout le pays ainsi que dans les contenus à source ouverte.

D'après le professeur Mark Mwandosya, le ministre tanzanien des télécommunications et des transports, le pays a établi une infrastructure TIC qui sert de base aux opérations de gouvernance électronique comme aux autres applications.

Par ailleurs, le gouvernement tanzanien est en train d'intégrer les TIC au système éducatif du pays grâce à la formation des enseignants et à la traduction de logiciels en Kiswahili, la langue nationale, qui est également parlée par environ 80 millions de personnes dans l'est et le centre du continent.

Source : Highway Africa News Agency

11^{ème} Conférence mondiale sur les lacs (31 oct. - 4 nov. 2005), Nairobi (*suite*)

« Les lacs, tant naturels qu'artificiels, sont importants au développement humain ainsi qu'à la préservation d'écosystèmes sains et de la biodiversité de la planète. Ils contiennent 90 pour cent des eaux fraîches liquides présentes sur la surface de la Terre ; sont des éléments essentiels dans le cycle de l'eau ; soutiennent la biodiversité aquatique ; fournissent les moyens d'existence et des bénéfices sociaux, économiques et esthétiques indispensables à la qualité de vie des communautés établies dans les bassins de lacs. Malheureusement, les lacs ne sont pas seulement les eaux en surface les plus importantes, mais également les plus difficiles à préserver. L'eau et les terres environnantes forment un ensemble vivant susceptible d'être endommagé par les activités humaines sur et autour des lacs, voire par des agressions éloignées », fait savoir le professeur Eric Odada, l'organisateur de la conférence.

Les résultats principaux de la 11^{ème} Conférence mondiale sur les lacs sont résumés dans la déclaration suivante :

Ainsi que témoignent les empreintes de pied fossilisées dans les anciens fonds de lacs, les ressources offertes par les lacs ont attiré les premiers êtres humains, ici en Afrique, voilà des dizaines de milliers d'années, continuant à le faire tout le long de l'histoire humaine jusqu'à nos jours. Le défi auquel nous nous voyons confrontés est de préserver les lacs du monde – ces écosystèmes complexes et sources de vie contenant plus de 90 pour cent des eaux fraîches liquides en surface de la Terre – pour qu'ils continuent à fournir leur soutien physique et spirituel aux générations suivantes.

Pour relever ce défi d'ordre gestionnaire, nous devons reconnaître que l'avenir des lacs dépend de notre compréhension ainsi que de notre appréciation des liens qui existent entre les lacs et :

- les paysages environnants et les activités humaines qui y sont pratiquées ;
- les réseaux de rivières, de nappes phréatiques et de marécages liés aux lacs ;
- les vents qui emportent des éléments nutritifs ainsi que des contaminations de loin ;
- les changements atmosphériques d'origine humaine qui causent l'instabilité climatique.

Par ailleurs, nous devons reconnaître l'importance capitale des personnes qui utilisent les ressources des lacs et qui sont les premières à souffrir des évolutions négatives. Ces habitants des lacs, tant les hommes que les femmes, sont les porteurs de la mémoire culturelle des communautés et du lac à travers les siècles ; souvent ils ont la meilleure connaissance des origines des

problèmes et des solutions viables. Cette perspective à long terme est essentielle car les lacs ont la mémoire longue en cas d'abus et recèlent de quantités de secrets dans leurs mécanismes très complexes. Pour ces raisons :

- nous devons tout d'abord baser nos décisions sur les connaissances et les idées locales.

Nous devons utiliser les ressources disponibles pour accroître les capacités institutionnelles et les connaissances scientifiques au niveau local et pour renforcer les capacités des gens du pays à trouver des solutions eux-mêmes, réduisant ainsi l'écart entre les scientifiques, les décideurs et la société.

En même temps, les militants locaux doivent assumer la responsabilité qui vient avec le pouvoir puisqu'il est souvent les comportements locaux qui endommagent les lacs. Ils doivent reconnaître qu'un lac sain a certains coûts, mais qu'un lac malsain en a bien plus. Dans les cas où la méthode des frais imposés aux utilisateurs est choisie pour encourager des comportements plus responsables vis-à-vis des lacs, il est important que la communauté retiennent une bonne partie des revenus pour pouvoir continuer dans cette voie de la responsabilisation.

Les institutions nationales sont indispensables à la sensibilisation des populations locales ainsi qu'à la promotion de la participation de groupes divers, réunissant ainsi des communautés d'intérêts communs à l'intérieur des bassins de lacs. Quand elles fonctionnent de manière efficace, ces institutions créent une plate-forme de gestion en commun grâce à laquelle le bassin du lac, ses réseaux fluviaux et les influences atmosphériques peuvent être abordés de façon holistique. Par ailleurs, elles constituent un forum où l'on peut discuter des besoins souvent conflictuels des habitants locaux dont le gagne-pain dépend des lacs. Sans de tels visions ou cadres globaux, il n'existe que très peu de moyens pour résoudre les conflits impliquant l'eau et les ressources lacustres, ou encore pour intégrer les activités locales de maintien des lacs à des programmes et à des plans nationaux de développement. La mise en place de telles politiques amène les gouvernements d'agir au niveau international, c.-à-d. c'est là qu'ils pourront trouver des solutions aux problèmes tels que la gestion transfrontalière, la pollution de l'air à longue distance, le changement climatique. Les leçons apprises dans le cadre de la Vision mondiale des lacs – lancée au Japon lors du Forum mondiale sur l'eau – et de l'Initiative de gestion des bassins de lacs – lancée au cours de la 11^{ème} Conférence mondiale sur les lacs –

soulignent l'importance de ces questions tout en traçant la voie vers une gestion réussie des bassins de lacs.

Le soutien international peut donner un coup de fouet au maintien de la santé des lacs et de leurs ressources, mais il ne saurait être la solution à long terme pour la gestion des interactions entre ces systèmes vivants et les activités humaines. Les expériences acquises au niveau international démontrent que les financements octroyés par des bailleurs de fonds tels que le GEF, peuvent servir de catalyseurs à la mise en place d'une gestion satisfaisante des activités humaines à l'intérieure des bassins de lacs. Néanmoins, il est du devoir des autorités locales et nationales d'assurer un financement continue et stable pour permettre le succès à long terme. Les autorités locales devront expérimenter avec des approches innovatrices (par exemple faire payer l'utilisation des lacs) afin de remplir cet objectif. Il est tout aussi important que les communautés locales retiennent et réinvestissent une partie de ces fonds dans leurs opérations de maintien des lacs, et cela au profit de tous les travailleurs et populations locaux. Par-dessus tout, quand elles mettent au point des programmes destinés à s'attaquer aux problèmes des lacs, les agences internationales devront mettre l'accent principal sur les besoins locaux.

Au cours des dernières décennies, nous avons petit à petit accumulé les connaissances nécessaires à une gestion réussie des interactions entre les activités humaines et ces systèmes vivants. Cet expérience souligne l'importance des lacs à la gestion intégrée des ressources en eau. Accumulées et synthétisées par les scientifiques et les gestionnaires, ces expériences fournissent des leçons importantes au maintien des lacs naturels comme artificiels. Il est indispensable que nous nous emparions de ces acquis et continuions à bâtir sur la plate-forme qu'ils constituent si nous sommes à satisfaire les besoins importants en eau des prochaines décennies.

Le fait que l'eau se trouve à la base de pratiquement tous les Objectifs de développement du millénaire fournit un argument puissant en faveur de l'établissement de partenariats stratégiques, y compris avec le secteur privé, pour assurer un accès équitable aux lacs et à leurs ressources, lutter plus efficacement contre la pauvreté, assurer l'alimentation des populations locales, accélérer le développement économique, et améliorer le niveau de vie de tous celles et ceux dont la vie et le travail dépendent des lacs et de leurs ressources.

Soumis par le professeur Eric O. Odada

SIE-AFRIQUE : Assemblée générale annuelle

L'Assemblée générale annuelle a été tenue au 3 novembre 2005, conjointement avec la Conférence SIG Afrique 2005.

RAPPORT ANNUEL

M André Bassolé a présenté le rapport annuel du conseil de SIE Afrique. Le président a décrit les questions administratives importantes ainsi que les principales activités du conseil d'administration au cours de l'année écoulée. Le président a décrit combien il était urgent de nommer un secrétaire générale à SIE Afrique. Ce poste ne peut pas être rempli par le directeur exécutif, mais devra être nommé parmi les membres du conseil d'administration. La nomination du secrétaire général aura lieu à la prochaine réunion du conseil.

Le président a pris note de la résignation de Mme Betty Gowa du conseil et l'a remercié pour sa participation ainsi que pour sa contribution à SIE Afrique.

Le président a décrit la participation du comité exécutif au sein du comité d'administration au cours de la mini-session de planification stratégique tenue dans les bureaux de SIE Afrique en juillet 2005. Les éléments clés de la constitution ainsi que de la mission, la vision et des objectifs stratégiques ont été mis à jour et raffinés. Les membres sont invités à nous envoyer leurs réactions vis-à-vis de l'avant-projet de ce document.

Le président a souligné le besoin d'accroître les efforts de diversification des sources de financement. Il a remercié l'IRM et l'USAID de leur soutien généreux, mais il a tenu à aviser le conseil et le secrétariat de rechercher des sources de financement complémentaires. On était entré en contact avec le gouvernement italien et l'Agence canadienne de l'espace, et l'on espère signer des accords ayant pour objectif la mise en place de projets et de programmes communs.

SIE Afrique est devenu membre à part entière de l'Association GSDI. Aussi s'efforcera-t-il de faire avancer les principes des IDS en Afrique. L'adhésion de SIE Afrique a été entérinée en avril 2005 lors de la Conférence du GSDI au Caire, réunion à laquelle le docteur Wilbur Ottichilo et M André Bassolé ont représenté le SIE Afrique.

Pour ce qui concerne l'administration du personnel, dorénavant la position de directeur exécutif sera évalué au bout d'une année de service dans cette position. L'évaluation des performances sera faite et envoyée au conseil pour approbation. Le contrat du directeur exécutif sera renouvelé

par le nouveau Conseil d'administration quand il arrive à terme en février 2006.

Le président a également décrit le travail effectué par SIE Afrique en tant qu'organisateur du Groupe de travail sur les normes au sein du CODI-GEO. Nous avons présenté notre stratégie pour la mise au point des normes au cours de CODI IV à Addis-Abeba en avril 2005. André Bassolé a également fait un exposé au cours de l'atelier régional de Dakar organisé par l'université de la ville.

Le rapport annuel a été adopté.

RAPPORT FINANCIER

Le directeur exécutif, M. Sives Govender, a présenté les comptes audités pour l'année financière terminant au 28 février 2005. Tous les documents correspondants avaient été envoyés par avance aux membres du conseil pour commentaire. Il n'y avait pas de commentaires avant le début de l'assemblée générale annuelle. Le directeur exécutif a brièvement présenté les chiffres les plus saillants du compte de résultats. Un compte financier semestriel non-audité a également été joint à la documentation officielle de l'assemblée générale annuelle. En gros, le rapport audité reflète une diminution des revenus et les effets négatifs des fluctuations de la devise sud-africaine. Le rapport audité a également fait remarquer que SIE Afrique fonctionnait en accord avec les lois sud-africaines et conduisait ses affaires financières de manière transparente et responsable. Ceci renforce la déclaration que SIE Afrique est une agence légitime et sérieuse qui maintient de bonnes pratiques de gouvernance.

Le rapport financier a été accepté et ratifié. La version originale sera signée par les directeurs avant d'être retournée au bureau de Grant Thornton.

RAPPORT du SECRETARIAT

Le directeur exécutif a présenté le rapport du secrétariat pour l'année 2005. La présentation de ce rapport a décrit les activités de l'année pour les catégories suivantes : les activités opérationnelles et internes ; la planification stratégique et les résultats ; les activités de maillage de réseaux et les progrès réalisés ; un rapport sur les activités rendues nécessaires par l'organisation de SIG Afrique 2005 ; les partenariats et les activités externes. Il a également brossé le tableau des projets actuels, des propositions de projets, la collaboration internationale, les activités d'accroissement des capacités. Le

directeur exécutif a déclaré que le financement était une question clé à laquelle on devait s'attaquer, tout comme à l'embauche de personnel interne. Le secrétariat était engagé à ce que SIE Afrique reste une agence professionnelle, responsable, démocratique et synonyme d'avantages réels rendus à ses membres comme à toute la communauté vouée à l'information géographique en Afrique.

Le directeur exécutif a remercié tous celles et ceux qui ont participé à la préparation de l'assemblée générale annuelle ainsi que le président et le vice-président sortants (Messieurs André Bassolé et Samuel Aboah) pour leur bons et loyaux services au développement et à la croissance de SIE Afrique.

Il y a eu quelques suggestions au sujet du prix d'entrée à la Conférence SIG Afrique 2005 appliqué aux membres de SIE Afrique. Le secrétariat en a pris note et a fait savoir qu'il s'efforcera de trouver des rabais raisonnables pour ses membres tout en gardant le prix d'accès à la Conférence SIG Afrique à la portée de tous ses membres.

ELECTION DE NOUVEAUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le vice-président, M. Sam Aboah, a servi comme officier d'élection. Il a décrit la procédure d'élection et a prononcé la liste de candidats nominés. Il a été annoncé que M Charles Sebukeera allait remplacer Munyaradzi Chenje du PNUE. La réunion a accepté et ratifié l'élection.

Tous les candidats à la fois absents et sans porte-parole leur représentant à la réunion ont été disqualifiés de la candidature. Les membres suivants ont été élus au conseil d'administration et serviront pour une période de trois années :

- Gorette Kitutu (NEMA Ouganda)
- le docteur Wilbur Ottichilo (RCMRD)
- Chris Ambala (PNUE)

NOTIFICATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE SUIVANTE

Il a été annoncé que la prochaine Assemblée générale annuelle aura lieu conjointement avec la Conférence AARSE 2006 (30 octobre – 3 novembre 2006), au Caire.

REMARQUES DE CLOTURE

M André Bassolé a annoncé qu'il allait se retirer du poste de président du conseil d'administration de SIE Afrique. Il a remercié tous les membres de leur participation passée comme de leur soutien à l'avenir de SIE Afrique.

Appel d'inscriptions à un concours de posters organisé par le réseau SAEON d'étudiants de troisième cycle

Le Réseau sud-africain pour l'observation de l'environnement (SAEON) est un service national émergent qui établit et maintient des nœuds (observatoires environnementaux / stations avec des sites d'implantation sur le terrain) reliés par l'intermédiaire d'un réseau gestionnaire d'informations conçu afin de servir comme plate-forme d'observation et d'éducation aux études d'écosystèmes à long terme. Les résultats de ces recherches augmenteront progressivement notre compréhension des écosystèmes ainsi que de notre capacité de détection, de prévision et de réaction aux changements environnementaux. Pour en savoir plus des nœuds et de nos principaux thèmes d'observation, rendez-vous à www.saeon.ac.za

Le premier Sommet biennal SAEON aura lieu du 26 au 28 mars 2006 dans la province sud-africaine du Gauteng. Il a été conçu dans l'objectif de permettre aux divers partenaires de contribuer à la création d'un plan fondamental scientifique d'observation terrestre pour le SAEON. Le Sommet s'adressera également aux deux autres défis majeurs auxquels le SAEON est confronté : la création d'un système compréhensif de gestion d'informations et d'un programme d'éducation.

Essentiellement le Sommet SAEON sera différent d'autres conférences scientifiques en ce sens qu'il mettra l'accent sur les sciences de l'observation et non pas sur la recherche. Aussi les exposés devront-ils être consacrés aux systèmes de surveillance. Par ailleurs, les exposés de posters devront traiter de systèmes de

surveillance ainsi que des résultats obtenus à partir de ces systèmes.

Nous invitons les étudiants à temps complet à participer au premier Sommet SAEON en soumettant un exposé poster à l'examen des organisateurs. Les posters sélectionnés seront affichés tout le long du Sommet et il y aura des temps mis à part spécifiques pour en discuter avec les délégués. Les résumés des posters seront également publiés dans le rapport du Sommet.

Objectifs du concours de posters du réseau SAEON d'étudiants de troisième cycle

- présenter des projets passés, présents et futurs ayant pour objet l'observation environnemental et terrestre à long terme ;
- renforcer le réseau SAEON d'étudiants de troisième cycle ;
- encourager une participation plus large au Sommet SAEON ;
- créer une plate-forme aux discussions et au tissage de maillots entre les délégués.

Nous vous prions de soumettre votre résumé de poster d'un maximum 400 mots à Marina Joubert à marina@southernscience.co.za au plus tard le 15 février 2006. Le résumé devra indiquer le(s) nom(s) complet(s) de l'auteur(s), le nom de l'institution, les adresses postales et résidentielles, les coordonnées complètes, l'adresse Internet (le cas échéant). Nous vous informerons au plus tard au 28

février 2006 si votre poster a été retenu pour être affiché au Sommet SAEON. Au cas où votre poster serait accepté, au moins l'un des auteurs devra être présent au Sommet.

- Les détails techniques sur la taille et le format des posters ainsi que les indications quant à l'endroit et la date d'affichage seront communiqués aux auteurs des posters choisis.

Il y aura trois prix décernés de 5000ZAR, 3000ZAR et de 2000ZAR respectivement. Les posters gagnants seront sélectionnés par un jury sur la base de l'impact global, la clarté, la créativité ainsi que la pertinence pour le SAEON.

- Veuillez noter que seulement les étudiants inscrits à temps complet en 2006 (jusqu'au niveau post-doctorat) seront prises en considération pour ces prix.

Surtout n'hésitez pas à me contacter si vous désirez de plus amples renseignements sur le Concours de posters d'étudiants du Sommet SAEON.

Bien à vous,

Marina Joubert, Sciences du sud (marina@southernscience.co.za)

Pour la part de l'Equipe organisatrice du Sommet SAEON

Le SAEON est un service national émergent de la Fondation nationale pour la recherche financé par le Département sud-africain des sciences et de la technologie

Evènements à venir

Premier symposium international sur les SIG Santé : La géoinformatique comme soutien à la lutte contre les nouvelles maladies contagieuses, du 1 au 2 décembre 2005, Montien Riverside Hotel, Bangkok, Thaïlande. Pour de plus amples informations, voir : <http://www.j-geoinfo.net/healthgis/main.htm>.

Le Développement durable des régions montagneuses, tenu à Rabat, au Maroc, du 1er au 2ème décembre 2005. Organisé par l'Association marocaine des économies agricoles (AMAEco). Pour des renseignements plus détaillés, voir : <http://aiea2.stat.unibo.it/callAMAECO.pdf>

« Organisations internationales et Principes de gouvernement environnemental mondial » 2005 : Conférence de Berlin sur les dimensions humaines des changements environnementaux mondiaux. Les problèmes urgents posés par les changements environnementaux qui se produisent à l'échelle mondiale sont à l'origine de nouvelles interprétations théoriques, d'améliorations méthodologiques et de connaissances empiriques des dimensions institutionnelles de ces changements. Cependant, la plus grande partie de ce travail s'est portée sur les principes, les normes, les règles et les processus de prise de décisions sous-jacents au système de gouvernement environnemental mondial qui se fait jour actuellement. Il faudra des recherches plus systématiques au sujet des acteurs internationaux responsables de l'identification, de l'analyse, de la gestion et de l'évaluation des problèmes urgents occasionnés par les changements environnementaux mondiaux, en particulier au sujet du grand nombre d'organisations et de programmes intergouvernementaux chargés de l'atténuation et de l'ajustement aux changements environnementaux. La Conférence de Berlin 2005 mettra l'accent sur ces organisations, passant au peigne fin tous les types d'organisations, d'agences, de programmes, de bureaux et de secrétariats à caractère international dont la mission concerne les changements environnementaux mondiaux. Thème : Organisations internationales et Principes de gouvernement environnemental mondial. Dates : du 2 au 3 décembre 2005. Lieu : Berlin, Allemagne. Contacter : Anna Schreyögg, Gérante de conférence, Projet de gouvernement mondial, Courrier électronique : Bc2005@zedat.fuberlin.de

1ère Conférence Internationale sur les Ressources en Eau au 21er Siècle, organisée à l'Hôtel Marriot, au Caire, du 6 au 8 décembre 2005. Pour de plus amples renseignements, visiter: <http://www.ewra.com/conference/index.php> ou envoyer un courrier électronique à ewra2005@ewra.com.

Première conférence internationale sur la cartographie et les SIG, organisée à Borovets en Bulgarie du 25 au 28 janvier 2006. Les exposés devront être soumis avant le 1^{er} septembre 2005. La date limite pour les inscriptions a été fixée au 30 septembre 2005. Voir : <http://www.datamapbg.com/conference>.

Conférence et exposition internationales sur l'eau dans l'environnement, organisées à Stellenbosch (Afrique du Sud) du 20 au 22 février 2006. La gestion des ressources en eau est un défi à de nombreux pays, en particulier à ceux qui n'en ont pas assez. Pour alimenter ses habitants en eau à qualité garantie, un pays doit prendre en compte un grand nombre d'aspects. L'amélioration continue des technologies de traitement des eaux (l'eau potable ainsi que les eaux résiduelles) et les résultats de la recherche-développement doivent se traduire par des applications réelles. Cette conférence se veut une plate-forme d'échanges de compétences aux acteurs locaux comme aux contributeurs et aux experts en eau internationaux. Contacter : Elsbeth Verhoeven-Lutsch, Tél : +27-21-887 41 13. Adresse électronique : verhoeven@enviroWater.de. Site Internet : www.enviroWater.de

L'Institut ghanéen de topographes et la Société internationale de topographes organiseront en 2006 la 5^{ème} **Conférence régionale** à Accra. La date limite de dépôt d'exposés a été prolongée. Pour de plus amples renseignements, voir <http://www.fig.net/accra>.

IWC III : Troisième conférence internationale sur les avertissements précoces, organisée à Bonn du 27 au 29 mars 2006. Pour de plus amples informations, voir : <http://www.ewc3.org>.

Commission VII ISPRS, Symposium de milieu d'année. Télédétection : Des pixels au processus, organisé du 8 au 11 mai 2006 à Enschede (Pays-Bas). Pour de plus amples renseignements, voir <http://www.eis-africa.org>.

UDMS 2006 : 25ème SYMPOSIUM POUR LA GESTION DES DONNEES URBAINES, organisé du 15 au 17 mai 2006, à Aalborg, par la Société danoise pour la gestion des données urbaines (UDMS). Depuis 1971, l'UDMS a organisé plusieurs symposiums à travers l'Europe dans l'objectif d'encourager le développement de systèmes d'information au niveau des autorités locales. Un autre objectif important de l'UDMS est de créer un forum pour discuter de nouvelles approches, étudier les nouvelles technologies et de partager des expériences pratiques au sujet de la gestion des données urbaines. L'accent a été mis sur les applications urbaines sans pour autant négliger les côtés régional et rural, dont l'importance s'est accrue ces derniers temps. Tous les exposés seront publiés et distribués à tous les participants au symposium. Pour de plus amples renseignements, voir : <http://www.udms.net>

Evènements à venir (suite)

1ère Conférence Internationale sur les TIC pour le développement, l'éducation et l'enseignement, organisée du 24 au 26 mai 2006 à l'UNCC, Addis Ababa. eLearning Africa a l'ambition de devenir la plus importante conférence en Afrique en matière d'apprentissage électronique, un forum pour tous les partenaires actifs dans le domaine de la planification et la mise en pratique des méthodes d'apprentissage et d'éducation par les nouvelles technologies. L'événement jouit du soutien de la Commission d'Afrique des Nations unies, de la DG de la Société de l'information de la Commission européenne et du Ministère éthiopien du développement des capacités. La conférence sera accompagnée d'une exposition. Organismes : ICWE GmbH, www.icwe.net, Hoffmann & Reif www.hoffmann-reif.com Contacter : Rebecca Stromeier, info@elearningafrica, Tél. : +49-30-327 6140. Site Internet : www.elearning-africa.com

Appel d'exposés pour le 2^{ème} **Gi4DM** qui aura lieu à Goa, en Inde, du 25 au 26 septembre 2006. La date limite de dépôt des résumés a été fixée au 31 janvier 2006. Pour de plus amples renseignements, voir : <http://www.eis-africa.org>

L'Association mondiale des infrastructures de données spatiales (GSDI) invite la communauté internationale des données spatiales à leur 9^{ème} conférence internationale à Santiago, au Chili. Les sessions principales auront lieu du lundi au vendredi 6 à 10 novembre 2006. L'objectif de l'Association est d'encourager le développement d'infrastructures de données spatiales afin de satisfaire aux besoins importants en ce domaine au niveau international. Le thème de la GSDI-9 est « L'information spatiale : outil de réduction de la pauvreté. »

Au programme : les sessions plénières d'ouverture et de clôture avec les intervenants principaux ; une session plénière extraordinaire sur l'emploi des technologies spatiales dans la lutte contre la pauvreté ; des sessions techniques à cinq lieux différents dont un certain nombre auront des interprètes simultanés espagnol-anglais ; une pré-conférence d'une demi-journée ; des ateliers à mi-conférence ouverts à tous les inscrits ; une grande exposition et compétition de posters ; de nombreux tables rondes et de discussions permettant à des participants venus des mêmes régions du monde ou qui ont des intérêts en commun de présenter, de discuter et de partager leurs expériences et projets.

La conférence aura lieu au Centre des conventions Diego Portales situé au cœur de la très belle ville de Santiago du Chili. La 9^{ème} conférence sera sans doute la meilleure dans la série très réussie de conférences GSDI.

Pour de plus amples renseignements, voir :

Site Internet de la conférence : <http://www.igm.cl/gsd9/>

Appel d'exposés : http://www.igm.cl/gsd9/english/04_Over_Call_for_Pap.htm

Date limite de dépôt :

Publication : exposé complet attendu le 15 mars 2006

Publication des débats : résumé attendu au 2 mai 2006. Si accepté, exposé complet attendu le 1^{er} septembre 2006.

L'Unité autour du développement de l'Afrique

Certains gouvernements africains et représentants du secteur privé ainsi que de la société civile ont promis de former une alliance pour assurer que le continent se branche sur l'Internet. Les délégués présents au Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) ont promis de coopérer au développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) en Afrique et de veiller à la mise en place de l'Agenda de Tunis au regard de la société de l'information. D'après Theophilus Mlaki, le chef de l'information et de la documentation au sein de la Commission tanzanienne des sciences et des technologies, il est nécessaire que les gouvernements s'associent afin de mettre en place entièrement et rapidement le Plan d'action. « Nous connaissons les défis mais aussi la force et les résultats de la coopération. Il est le seul moyen de faire développer l'Afrique », déclare-t-il. Ce point de vue et partagé par Pierre Dandjinou, le président du conseil d'administration d'AfriNIC, pour qui « il faut agir de concert. Chaque secteur devra remplir son rôle ».

AfriNIC est le Registre Internet régional (RIR) chargé de l'attribution des adresses de protocole d'Internet (IP). Selon Dandjinou, les gouvernements africains devront remplir un rôle de contrôle et créer un environnement permettant aux entreprises de prospérer. Il exhorte également le secteur privé et la société civile à coopérer en matière de la recherche et de l'innovation. « Aujourd'hui l'Afrique n'est qu'un consommateur du commerce basé sur l'Internet. Nous devons lancer une véritable industrie de l'Internet à laquelle tous les protagonistes doivent participer », fait savoir Dandjinou.

Pour lui, les différentes régions devraient se mettre en réseau, travailler en liaison, mettre en place des politiques pertinentes ainsi que

les crédits budgétaires afin de permettre le développement des télécommunications.

En Tanzanie, par exemple, on note que les recommandations de recherches effectuées récemment sur la création d'une infrastructure de TIC seront mises en application par le gouvernement. D'après ces recherches, le développement des TIC pourrait s'incorporer dans d'autres secteurs tels que l'agriculture, la santé ou la construction des routes.

Le gouvernement tanzanien travaillera en liaison avec le secteur privé et les organisations représentant la société civile afin de traduire dans les faits les conclusions de ces recherches. Mlaki fait remarquer que déjà le gouvernement tanzanien a coopéré avec la Chine sur un projet qui concernait la mise en place de conduites d'eau à côté de câbles de fibres optiques.

Khateeb Dafi, le secrétaire général du Ministère de l'information et de la communication du Soudan

« Ce système de conduites d'eau – situé entre Wami et Challenge dans la région de Coast et qui a une longueur de 100 kilomètres – illustre parfaitement ce que les partenariats peuvent accomplir s'ils travaillent ensemble », se félicite Mlaki.

Quant au gouvernement du Soudan, celui-ci a profité du sommet pour attirer l'attention d'entreprises multinationales et d'agences gouvernementales qui s'intéressent à investir dans le sud du pays ravagé par une guerre civile depuis une vingtaine d'années. D'après Khateeb Dafi, le secrétaire générale du Ministère soudanais de l'information et de la communication, « le sommet nous

a été un succès. Nous avons fait connaissance avec des entreprises italiennes, espagnoles et malaises. Par ailleurs, nous espérons pouvoir finaliser un marché dont l'objet est la construction de stations de radio à travers tout le Soudan. »

M Dafi fait savoir qu'un sous-comité du gouvernement sera responsable de la mise en place de l'Agenda de Tunis sur la société de l'information. Il fait également remarquer que le Soudan et Sentech, une société sud-africaine, ont fini de poser un câble à fibres optiques d'une longueur de 1000 kilomètres. A l'heure actuelle, le Soudan compte deux sociétés de téléphonie cellulaire ainsi que deux sociétés à lignes fixes.

Quant au Bénin, les participants au SMSI en provenance des secteurs privé et public de ce pays préparent une réunion afin de tomber d'accord sur la voie à suivre pour mettre en place le Plan d'action. Kouféridji Ramanou, le directeur général du Groupe Africoncept Broadcast Telecom, fait remarquer que le Plan d'action doit faire face à beaucoup de défis mais qu'il a déjà remporté bien des succès, et que ceux-ci pourraient être reproduits dans ce pays ouest-africain. Pour sa part, Dorothy Okello, la directrice exécutive du Réseau des femmes ougandaises (WOUGNET), insiste que les secteurs public et privé doivent coopérer et que davantage de capitaux devraient être investis dans la mise en place du Plan. « Nous travaillons tous sur nos projets divers dans nos pays respectifs. Nous ne pouvons plus travailler dans l'isolement. Nous devons nous unir, partager les leçons apprises et trouver une voie commune pour traduire dans les faits les engagements pris à Tunis », déclare-t-elle.

Source : Highway Africa News Agency

Rapport sur la Conférence SIG Afrique 2005 (suite)

Chris Ambala du PNUF et Sives Govender de SIE Afrique

Comme il est le cas avec toutes les grandes conférences, tout ne se déroulait pas comme prévu, il y a eu de petits problèmes ou encore quelques plaintes, mais rien de grave et les organisateurs très efficaces ont pu résoudre la plupart de ces problèmes sans trop de difficultés.

Mais pour moi, personnellement, la vraie valeur d'une conférence de cette nature se résume aux sentiments exprimés par le délégué moyen. Ainsi SIE Afrique a reçu de nombreux compliments tout au long de la semaine et dans les jours suivant la fin de la conférence. Certains de ces commentaires sortaient de la bouche de personnes ou d'instances qui sont des habitués de conférences SIG organisées autour du monde.

Je reprends, par exemple, le courriel envoyé par Sarah Simmons depuis le Kenya : « ... j'aimerais vous complimenter tous individuellement sur la façon affable et efficace ainsi que sur la sérénité avec laquelle vous avez fait face à ce nouveau défi. La plupart d'entre vous a fait bien plus qu'il ne fallait pour nous mettre à l'aise, si loin de chez nous, grâce à votre accueil très chaleureux, et cela en dépit de vos responsabilités déjà si lourdes. Dans ces conditions il n'est pas étonnant que, vers la fin de la semaine, quand les cieux s'ouvraient et que les pluies (et la grêle !) si tardives commençaient enfin à tomber, même les cieux ont voulu témoigner – par l'abondance de leurs bénédictions – du travail très bien fait ! »

Mohamed Ali, Sarah Simons, Sonja Vorster et Liana Steyn

Ces compliments se doivent tout d'abord au Comité organisateur local (COL) dirigé par M Chris Vlok. Aussi tenons-nous à vous féliciter, tant vous que votre équipe (en particulier Mme Inge Netterburg et Mme Magda Roos), pour du travail franchement 'super' !

Photo de l'un des nombreux stands

La Conférence a également servi les buts plus stratégiques dont on a discuté au cours des débats organisés pour les derniers jours. D'ici quelques jours, nous publierons les résolutions prises en fin de conférence. Ces résolutions serviront à SIE Afrique et à la communauté africaine de l'information géographique comme points de repère pour les priorités à remplir au cours des deux années à venir.

Alors, la prochaine Conférence SIG Afrique, où aura-t-elle lieu ? Suite à une bataille très serrée entre l'Ouganda, le Nigeria et le Burkina Faso, c'est ce dernier qui a emporté le droit d'organiser l'événement suivant. Ainsi la Conférence aura-t-elle lieu à Ouagadougou en octobre / novembre 2007. Nous souhaitons d'ores et déjà bonne chance à l'équipe burkinabé, tout en vous adressant un avertissement amical : il faut deux bonnes années pour préparer une Conférence SIG Afrique réussie ! Nous sommes conscients du fait que l'équipe burkinabé n'a pas tardé à entamer des démarches auprès de leur gouvernement et que certains parrains internationaux se sont déjà engagés à soutenir financièrement l'événement. Voilà de quoi s'en féliciter ! Sachez aussi que le Comité organisateur

international (COI) est à votre disposition pour partager nos expériences et vous aider avec les préparatifs.

Enfin, SIE Afrique tient à remercier toutes et tous qui avez participé à SIG Afrique 2005, en particulier nos membres et nos loyaux sponsors (PNUF, ESRI, MAPS Geosystems et autres). L'IRM et l'USAID méritent une mention particulière : ces organisations ont assisté à toutes les conférences SIG Afrique et il ne me fait nul doute qu'elles continueront à soutenir la communauté africaine de l'information géographique à l'avenir.

Puis le COI souhaite remercier le gouvernement sud-africain pour son soutien, en particulier le Département de l'aménagement rural, le Département des sciences et de la technologie ainsi que le Département des statistiques.

Bon nombre d'entre vous avez demandé des copies d'exposés. Nous avons publié sur le site Internet de SIG Afrique celles qui nous sont bien parvenues. Veuillez cliquer sur le lien suivant : http://www.africagis2005.org.za/agp/africagispapers/plfng_view. La liste de participants y est également disponible. En revanche, les organisateurs de la conférence ne transmettront pas les adresses électroniques des participants. Si vous souhaitez recevoir une copie de la liste modifiée, veuillez envoyer un courriel à Sonja Vorster (svorster@eisafrica.org) ou encore à eisafrica@gmail.com.

Nous espérons vous revoir toutes et tous à Ouagadougou en 2007 !

Soumis par Sives Govender

SIE AFRIQUE

Postnet Suite No: 156
Private Bag X 15
Menlo Park
0102
Afrique du Sud

Tél. : +27 12 349 1068
Fax : +27 12 349 2080
Courrier électronique : svorster@eis-africa.org

Un réseau pour la gestion coopérative de l'information
environnementale

www.eis-africa.org

Bulletin du mois de janvier

Nous vous invitons à nous envoyer vos contributions pour notre bulletin de janvier à svorster@eis-africa.org. Toute contribution devra nous parvenir avant le 23 janvier 2006.

Réserve

Les opinions exprimées dans ce bulletin ne sont pas nécessairement celles des rédacteurs ou de la maison d'édition. SIE AFRIQUE décline toute responsabilité quant à d'éventuelles erreurs, omissions, fautes typographiques ou d'autres imprécisions liées aux sources d'informations.

Vos commentaires sont les bienvenus !

Si vous voulez commenter le contenu de ce numéro du bulletin SIE NOUVELLES, veuillez vous mettre en rapport avec SIE AFRIQUE à l'adresse électronique suivante :
svorster@eis-africa.org

Abonnement

Pour vous abonner, veuillez envoyer un courriel à l'adresse suivante : svorster@eis-africa.org avec pour sujet le mot "subscribe". Pour annuler votre abonnement, veuillez envoyer un courriel à l'adresse suivante : svorster@eis-africa.org avec "unsubscribe" comme sujet. Vous serez automatiquement rayé de la liste des destinataires du Bulletin.

Du Grand Trek à *Star Trek* ?

La politique sud-africaine de l'espace et des intérêts spatiaux en évolution

C'est de la politique, mais pas comme d'habitude

Le lancement de *Sputnik 1* par l'URSS le 4 octobre 1957 et les avancées en matière de technologies spatiales qui l'ont suivi ont fait passer les relations internationales ainsi que le droit international à une dimension entièrement différente. On peut comparer ce bouleversement à l'introduction de vols habités ou encore à l'utilisation de sous-marins vers le début du 20^{ème} siècle. La course aux étoiles qui s'est ensuivi entre les Etats-Unis et l'Union soviétique est devenue l'une des principales caractéristiques de la course aux armements de la guerre froide.

La politique de l'espace peut être définie comme des relations conflictuelles et / ou de coopération entre des Etats et / ou des protagonistes ne représentant pas des Etats au sujet de l'accès, de la possession et / ou du contrôle des technologies spatiales et extra-

atmosphériques. Plus prosaïquement : la politique de l'espace, c'est qui obtient quoi (ou pas), où, quand et comment à partir de l'espace ou de ces 'dérivées' : à savoir l'influence, le pouvoir, les produits, les services ? Les sciences et les technologies de l'espace peuvent être définies comme, entre autres, les télécommunications par satellites, l'observation terrestre par le biais de satellites de télédétection, le positionnement ou la navigation assisté par satellite, la localisation des satellites, l'astronomie.

A l'heure actuelle, la politique de l'espace passe par une sorte de renouveau académique. Cela s'explique (*entre autres – voir plus bas pour d'autres explications*) par les changements et les développements récents dans les politiques de défense des Etats-Unis ou encore de la Chine. iii On se fait du souci au sujet de la possibilité qu'éclate

une guerre aux étoiles, un peu à la guerre froide ...

Les paragraphes ci-dessus sont un extrait de la première contribution d'une spécialiste en sciences politiques sud-africaine à la clarification des affaires spatiales de l'Afrique du Sud depuis la révolution démocratique de 1994. Cette contribution fait partie d'un projet de recherches plus important. Elle survole les affaires spatiales internationales ainsi que les actualités. On présente la politique sud-africaine de l'espace (qui est en évolution), les intérêts spatiaux émergeant du pays ainsi que plusieurs initiatives sud-africaines dans ce domaine. Enfin, l'article offre des conclusions et des recommandations préliminaires.

Soumis par Jo-Ansie van Wyk, Université d'Afrique du Sud

Nos lecteurs trouveront l'article dans son intégralité à :
<http://www.eis-africa.org>.